

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Suicides

Le 5 novembre, un gendarme de la Garde républicaine s'est suicidé dans les jardins de l'hôtel Matignon.

Le 12 novembre, Maggy Biskupski, policière à la brigade anti-criminalité dans les Yvelines, s'est donnée la mort avec son arme de service. Elle avait fondé l'association Mobilisation des policiers en colère (MPC) après l'attaque au cocktail Molotov de deux véhicules de police à Viry-Châtillon qui avait fait quatre blessés, dont deux gravement brûlés.

Début octobre, on déplorait déjà 53 suicides dans la police et la gendarmerie et l'émotion des autorités, à chaque nouveau drame, ne dure que l'instant d'un communiqué. Pourtant, tous les seuils d'alerte sont dépassés depuis des années et les manifestations de policiers en octobre 2016 auraient dû être prises comme un ultime avertissement. Avertissement redoublé en juin dernier par le rapport sénatorial qui décrivait l'épuisement physique, l'usure nerveuse et la détresse morale de ceux qui ont de lourdes responsabilités et qui risquent leur vie dans l'indifférence ou le mépris des dirigeants politiques.

MM. Macron, Philippe et Castaner devraient pourtant s'inquiéter : ce sont les policiers et les gendarmes qui les protègent de la colère des manifestants.

Gilets jaunes

Macron en échec

Syndicats
Vers la
disparition?

p. 4

1914 - 1918
L'armée
de la Victoire

p. 6-7

Une « itinérance » bien disruptive

Pour commémorer l'Armistice sans célébrer la victoire militaire, l'Élysée a inventé une « itinérance mémorielle » qui s'est déroulée dans une étonnante confusion, en prélude aux humiliations subies par Emmanuel Macron le 11 Novembre.

Itinérance. On croyait que le mot concernait la téléphonie mobile. Mais non. Les génies de la communication élyséenne l'ont érigé en concept prétentieux pour résoudre un problème compliqué : dire qu'on se souvient des batailles de 1914-1918 sans rappeler qu'elles ont abouti à notre victoire pour que l'idylle franco-allemande ne soit en rien troublée. Ce souci est tellement obsédant, dans le discours public, qu'il inspira un tweet de l'Armée de l'air célébrant les cent ans, 1918-2018, de l'amitié franco-allemande... pas même troublée par les malentendus et menus incidents de 1939-1945 !

Dès le premier jour de l'itinérance, la communication présidentielle s'ingénia à brouiller les repères en mêlant travail de mémoire et reconquête politicienne de l'opinion, les deux objectifs étant emballés avec une grosse ficelle liant les souffrances des soldats sur le front et les souffrances sociales des Français d'aujourd'hui. Vraiment ? S'il y a une relation entre le choc des armées et la guerre économique et monétaire, il faut prendre les mesures de protection qui s'imposent et financer massivement la réplique en assumant l'inévitable confrontation avec Berlin, Francfort et Bruxelles. Comme il n'est pas question de cela – bien au contraire – c'est pour rien qu'on a filé la métaphore. Point métaphorique du

tout, en revanche, la réaction des Français rencontrés pendant cette errance. Parti pour faire du mémoriel et de la récupération d'électeurs, Emmanuel Macron s'est lancé dans des explications sur le prix du carburant, le cours mondial du pétrole, les feuilles de paie et les retraites qui firent oublier la seule bonne idée de la séquence : l'entrée prochaine de Maurice Genevoix au Panthéon, selon le vœu du Comité du Centenaire. Mais qui parlait aux « gens » ? Un député de la majorité ? Un ministre de l'Économie, des Affaires sociales, de l'Écologie ? J'allais oublier l'historien déclarant que Pétain avait été un « grand soldat » et provoquant une tornade de déclarations tonitruantes à la suite desquelles Emmanuel Macron opéra de piteuses marches arrière. L'itinérance se heurtait à la disruption, pour reprendre un des mots fétiches du lexique macronien, qui signifie que quelque chose se rompt. En effet : il y eut rupture dans la symbolique politique et dans le lien à l'histoire et disruption mémorielle tant la mémoire de la Grande Guerre a été manipulée.

Dans cette itinérance dérivante, l'armée française a été une fois encore humiliée. D'abord parce que le président de la République n'assistait pas à la cérémonie militaire aux Invalides. Ensuite parce que la polémique Pétain a conduit l'Élysée à battre en retraite : l'hom-

mage aux huit maréchaux vainqueurs a été réduit aux maréchaux enterrés aux Invalides, ce qui excluait Pétain mais aussi Joffre et Gallieni ! Enfin, comme on le sait, parce qu'il n'y a pas eu de défilé militaire le 11 Novembre pour ne pas gêner la chancelière allemande.

Du chaos des déclarations présidentielles, surgit tout à coup une petite phrase sur « la vraie armée européenne » nécessaire pour protéger les « Européens » face à la Russie et pour une moindre dépendance à l'égard des États-Unis. Petite phrase suivie d'une autre où « l'Europe » est appelée à se protéger « à l'égard de la Chine, de la Russie et même des États-Unis ». Ces propos absurdes – la Belgique vient d'acheter des F 35 – mais richement chargés en infantilisme géostratégique ont provoqué la colère de Donald Trump qui a jugé « très insultante » la proposition macronienne alors qu'il allait atterrir à Paris.

Alors que s'achevait « l'itinérance mémorielle » que *BFM TV* présentait comme un « chemin de croix », Emmanuel Macron se lança avec une satisfaction évidente dans la commémoration du 11 Novembre. Hélas, la journée fit apparaître le désordre diplomatique-symbolique qui est l'une des caractéristiques du macronisme. On vit la chancelière allemande au centre du tableau alors que la famille royale et le gouvernement britannique n'étaient pas représentés. On ne vit pas nos alliés Italiens, Serbes et Grecs de la Grande Guerre mais on s'aperçut que Donald Trump n'avait pas jugé bon d'écouter le discours d'Emmanuel Macron sur la paix. Que de fiascos!

Sylvie FERNOY

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Suicides - P 2 : Emmanuel Macron : Une itinérance bien disruptive - P 3 : Intelligentsia : le choix des conservateurs - Écho des blogs : Gauchismes d'hier et d'aujourd'hui - P 4 : Corps intermédiaires : Disparition du syndicalisme? - P 5 : États-Unis : Le coup de pied dans l'âne P 6 - 7 : Victoire de 1918 : Comment nous avons gagné - P 8 : Animalisme : Un enfer pavé de bonnes intentions - P 9 : Idées : Le porc émissaire - P 10 : Exposition : Une guerre sans fin - P 11 : Brèves : Afrique du Sud, Royaume-Uni, Italie - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « Macron dans la tenaille ».

Le choix des conservateurs

Les idées conservatrices sont de retour. Portées par une pléiade d'intellectuels souvent brillants, elles ont toute leur place dans le débat intellectuel français, pour peu que leurs promoteurs restent à l'écart de la cuisine électorale et des appétits politiques.

En publiant, à la fin de l'année dernière, un copieux *Dictionnaire du conservatisme*, Christophe Boutin, Olivier Dard et Frédéric Rouvillois ont fait œuvre fondatrice. L'ouvrage – dont nous avons rendu compte ici-même – redonne vie à un courant intellectuel injustement déprécié, où l'on trouve aussi bien des penseurs de droite que Proudhon, Orwell, Michéa ou Sorel. Ce n'est pas un hasard si ce travail de qualité a séduit un large public et s'il a suscité beaucoup de réflexions, y compris dans nos rangs. Mais, comme dans tous les phénomènes de mode, on est vite passé du monde des idées pures à celui des idées simples. La vague conservatrice a produit, au cours des derniers mois, une avalanche d'initiatives qui n'ont pas toutes la pureté d'intention des pères fondateurs. Un nouveau mensuel, *l'Incorrect*, s'est mis à la tête d'une sorte de croisade conservatrice qui mélange allègrement les figures glorieuses, les propos de salon et les poncifs identitaires. On aimerait que nos « incorrects » fassent un peu mieux la part des choses entre Bernanos, De Gaulle et Bainville – que nous admirons comme eux -, la bande à Zemmour, à Buisson, à Ménard et les jeunes mirlitons de la droite bourgeoise ! Il y a urgence à mettre les choses au clair car la mouvance conservatrice est devenue une cible de choix pour tous les pêcheurs en eau trouble. Les Républicains, en mal d'inspiration après la chute de la maison Fillon, voudraient bien se refaire une santé intellectuelle à peu de frais. Marion Maréchal, la nouvelle égérie de la droite libérale-identitaire, y travaille également. Elle a commencé à recruter dans son école de cadres les seconds rôles de la vague conservatrice, ceux que sa proximité avec Bannon et les milieux d'affaires américains n'a pas encore définitivement rebuté. L'alternative est posée pour nos néo-conservateurs : ou servir de planche de salut à une vieille droite sans idées et sans mémoire, qui retournera inévitablement, les élections passées, à ses penchants libéraux et mercantiles ; ou imaginer autre chose que ce qui existe et ouvrir le dialogue avec ceux qui, à droite comme à gauche, cherchent, eux aussi, à construire des lignes de défense face au libéralisme destructeur et à la démesure du monde moderne. Le choix n'est pas nouveau mais il n'y en a pas d'autres.

Hubert de MARANS

Gauchismes d'hier et d'aujourd'hui

Le terme « gauchisme » n'est pas né en Mai 68 mais dans un livre de Lénine. Sur le site *La Sociale* (1), Denis Collin, agrégé de philosophie et enseignant, nous brosse l'historique de ce courant politique et son évolution jusqu'à nos jours où, dans sa dérive sociétale, il est devenu le meilleur allié du néolibéralisme.

Initialement, le gauchisme mentionné par Lénine se situait à « ...l'extrême-gauche du mouvement communiste. Comme les bolchéviks, il voulait le renversement du mode de production capitaliste et l'établissement du pouvoir de la classe ouvrière à travers les conseils ouvriers. Mais à la différence des léninistes, les gauchistes refusaient tout ce qu'ils considéraient comme des compromis avec l'ordre capitaliste ».

Une première évolution apparaît avec « le gauchisme soixante-huitard et post-soixante-huitard [qui] n'a presque rien en commun » avec le précédent car « ce nouveau gauchisme est celui qui se manifeste d'abord par un changement de terrain de la lutte. Les ouvriers étant considérés comme des réformistes incurables, on va leur trouver un substitut dans les « nouvelles avant-gardes larges à caractère de masse » (...) constituées par la « petite-bourgeoisie radicalisée » issue des couches intellectuelles ». Cette évolution connaîtra une nouvelle étape à la fin des années 70 quand « ...se déferont les derniers espoirs révolutionnaires. À la place de la lutte du travail contre le capital, on va mettre la lutte contre la domination patriarcale sous toutes ses formes, (...) on pourra construire des rassemblements interclassistes regroupant les fils à papa opprimés par leur riche père et les intellectuels « radicalisés », pour aboutir aujourd'hui à un gauchisme sociétal représenté par « le féminisme 2.0 des Caroline De Haas et tutti quanti, l'antiracisme raciste de Rokhaya Diallo et des « Indigènes de la République » (...)

Puis Denis Collin nous explique pourquoi il parle « d'extrême gauche du Capital » : « Parce que le capital non seulement s'accommode des rebelles aristocratiques mais encore les recherche, les développe et les subventionne. Car le capital est tout sauf un défenseur de la famille et de la tradition. (...) Abattre toutes les limites morales et matérielles qui s'opposent au développement sans fin de l'accumulation, tel est l'objectif central de la politique du capital qui a trouvé le précieux concours du nouveau « gauchisme sociétal ».

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://la-sociale.viabloga.com/news/l-extreme-gauche-du-capitalie-155339>

Disparition du syndicalisme ?

Attaquées de toute part, incapables de présenter une alternative crédible au système économique et social dominant, minées par les règlements de compte internes et les embrouilles financières, tentées par le repli sur soi, démunies face à l'apparition de problématiques nouvelles, les organisations syndicales ont-elles encore une raison d'être ? Tentative de réponse.

Au printemps dernier, le Commissariat général au Développement durable (CGDD) demande aux organisations qui siègent au Conseil national de la transition écologique (CNTE) de lui rendre compte par écrit et par collègue (employeurs, salariés, ONG environnementalistes, associations, collectivités territoriales) de la manière dont chacun s'est saisi des objectifs du développement durable (1), dont il assure la coordination pour le gouvernement français en prévision de la Conférence de Haut-niveau organisée fin décembre 2018 par l'ONU. Fin septembre, tous les collègues y avaient répondu... sauf celui des salariés. Le CGDD contacte alors le représentant de la CFDT pour lui demander de faire le nécessaire auprès de ses homologues afin que lui parvienne leur contribution dans les meilleurs délais. Cet épisode ne vaudrait même pas le coup d'être relevé s'il n'était pas significatif de l'état dans lequel se trouve le mouvement syndical aujourd'hui en France. Il révèle, tout d'abord, la difficulté, pour des organisations nées au début de l'ère industrielle pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, d'intégrer de nouvelles problématiques comme le changement climatique et le développement, mais aussi la généralisation du numérique et l'apparition de nouvelles formes de travail. Quand ils ne les nient pas contre toute évidence, ils les combattent, alors qu'il conviendrait d'en anticiper les conséquences sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la formation pro-

fessionnelle et initiale, la protection sociale... faute de quoi, ils se coupent des travailleurs et finissent par les livrer à la violence économique. Cet événement montre également que la confédération de Laurent Berger reste le seul interlocuteur valable des pouvoirs publics dans un monde syndical en complète déliquescence. Ce qui, au regard des résultats des élections professionnelles, est somme toute logique : depuis l'année dernière, la CFDT est, en effet, le premier syndicat du privé et les élections de décembre prochain dans la Fonction publique pourraient en faire le premier syndicat du pays toutes catégories confondues. Sans véritable projet alternatif à la « mondialisation heureuse » autre qu'une émancipation de la personne humaine qu'elle peine à définir, elle est cependant devenue au fil du temps un syndicat d'accompagnement. L'absence de réponse à la sollicitation du CGDD témoigne, enfin, de l'incapacité des organisations syndicales d'unir leurs forces pour promouvoir et défendre des objectifs communs, alors que les associations, les organisations patronales et surtout les ONG environnementalistes parviennent à mettre de côté leurs divergences pour faire avancer leurs idées. À tout cela s'ajoutent les règlements de compte internes qui frappent aujourd'hui la CGT-FO, après la CGT, hier, (et avant d'autres, demain ?) et qui décrédibilisent l'ensemble du mouvement syndical aux yeux de l'opinion. La révélation, début octobre, par *le Canard enchaîné* de l'existence d'un fichier occulte sur les cadres

de la centrale de l'avenue du Maine à Paris n'avait d'autre but, de la part de ceux qui ont fait fuiter l'information, de pousser à la démission Pascal Pavageau, le secrétaire général fraîchement élu, lequel avait osé commanditer un audit financier à un organisme indépendant ; réponse du berger à la bergère, *Le Parisien* a publié dans son édition du 12 novembre le montant du salaire de son prédécesseur, Jean-Claude Mailly, et celui des notes de frais des dirigeants confédéraux, alors que le syndicat affiche un déficit supérieur à six cent mille euros. Cause ou conséquence de ce qui précède, les syndicats se replient sur eux-mêmes et la sauvegarde de l'organisation et des quelques postes et passe-droits qui lui sont associés l'emportent désormais sur la défense des salariés. D'où cette question : les organisations syndicales ont-elles encore leur raison d'être ? Une intuition, qui ne demande qu'à être contredite, me pousse à y répondre par la négative : elles ont correspondu à un moment de l'histoire économique et sociale de la France et n'ont pas su s'adapter aux évolutions du capitalisme, elles ont parfois été complices du patronat ou des pouvoirs publics, quand elles n'ont pas fait l'objet de tentatives de récupération ou de contournement. Leur possible disparition laisserait le champ libre à des mouvements de mécontentements plus ou moins spontanés que plus personne ne maîtriserait, comme on l'a vu avec les mouvements des Bonnets rouges ou, plus récemment, celui des Gilets jaunes. Il n'est pas sûr que les salariés y gagnent au change ; si la disparition de ce corps intermédiaire devenait réalité, ce serait une mauvaise nouvelle pour une démocratie déjà mal en point, et il deviendrait urgent de créer une autre forme d'organisation du monde du travail plus en phase avec les réalités de notre temps.

Nicolas PALUMBO

Le coup de pied de l'âne

Les démocrates requinqués, les républicains « trumpisés », les Américains de plus en plus divisés, le système constitutionnel au bord de la paralysie, deux années blanches en perspective.

Une richissime propriétaire de San Francisco de 78 ans, une ex-serveuse socialiste du Bronx à New York de 29 ans, qu'y a-t-il de commun entre Nancy Pelosi et Alexandria Ocasio-Cortez ? Donald Trump est-il le seul dénominateur commun des démocrates de 2018 ? Le débat entre Hillary Clinton et Bernie Sanders sur l'orientation du programme du parti pendant les primaires de 2016 risque de rebondir dans celles de 2020, sauf que l'unité se fera aisément sur le rejet de Trump. Les différents idéologiques seront gommés devant l'intérêt politique immédiat. N'empêche que derrière Trump, il y a désormais le « trumpisme ». Trump n'est plus une improbabilité comme en 2016, c'est une certitude ancrée dans le paysage politique américain. Le Parti démocrate à travers ses candidats des élections à mi-parcours n'a pas viré à gauche. En revanche, le Parti républicain a été purgé de ses éléments modérés, au sens de modérément trumpistes. Donald Trump avait dû s'imposer au parti dont il n'était certes pas le premier choix. Aujourd'hui le parti est à sa merci.

Trump a en effet su fédérer les grands blocs sociologiques qui constituent la base de l'électorat républicain : le bloc dit identitaire ou « nativiste » et le bloc dit libertarien au sens d'économiquement ultra-libéral, anti-fiscaliste et anti-centraliste, auquel s'ajoute, moins prégnante qu'avant, la droite religieuse. Le ciment semble prendre. Trump est ainsi devenu le commun dénominateur des deux tendances autrefois opposées au sein du parti : conservatisme et libéralisme

(au sens européen). Le défi du Parti démocrate est de fédérer de même ses diverses composantes. Or celles-ci sont beaucoup plus hétérogènes, faites d'une addition de minorités alors que la base républicaine est celle d'une majorité qui régresse certes mais qui se pense comme majoritaire. Dans beaucoup d'États, les représentants démocrates sont pour un tiers au moins « non-blancs », issus des trois minorités, afro-, asio- et latino-américaines. C'est le cas exemplaire du plus grand Etat américain, la Californie qui fournit 43 des 228 élus démocrates à la Chambre des représentants, dont presque la moitié sont non-blancs. Déjà il faut mettre d'accord ces trois minorités entre elles, ce qui n'est pas évident. Ensuite les « harmoniser » avec la frange libérale (au sens américain de radical de gauche) des blancs, majoritairement femmes, jeunes, diplômés et donc plus riches. Comment réaliser à l'intérieur du parti la réussite d'un melting-pot qui n'a pas pris dans la société au sens large ? Comment faire de toute l'Amérique une grande Californie ? Quel programme peut rassembler autant d'intérêts souvent contradictoires ? Hillary Clinton y a échoué, Obama n'avait pas cru pouvoir y arriver, Bill Clinton y avait plutôt bien réussi (au risque d'un impeachment) mais le problème n'avait pas encore l'amplitude qu'il revêt aujourd'hui.

Aucune personnalité ne s'est encore détachée du lot pour mener les démocrates à la bataille pour la Maison Blanche. La nouvelle « speaker » de la Chambre, Nancy Pelosi, n'en a plus la force. S'il

continue de rechercher des clones de Kennedy ou des Clinton, le parti continuera de s'enfermer. Il n'est pas à la hauteur de la nouvelle donne démographique qui s'imposera à tous avec le recensement de 2020 (dont les résultats n'auront pas encore d'impact sur les élections de novembre). La population dite caucasienne deviendra minoritaire plus tôt que prévu : sans doute 2040 plutôt que 2050. À ce terme – moyen plutôt que long – la stratégie de Trump, efficace dans le court terme, sera perdante, lentement, patiemment, constamment, sans toutefois de vague bleue car les difficultés s'accroissent à mesure pour le melting-pot démocrate alors que la cohésion s'approfondit à mesure que la majorité plonge pour devenir elle-même minorité mais de plus en plus soudée. Certains éléments des minorités, en quête de sécurité et de reconnaissance, pourront venir s'agréger à ce noyau dur et quitter l'indétermination de la nébuleuse démocrate et ses promiscuités si le parti ne réussit pas à se métamorphoser, à se transcender dans une vision commune dynamique. Le mythe Obama représentait un espoir qui fut déçu. La question est de savoir comment les démocrates pourront rebondir. Les élections de mi-parcours ne pouvaient résoudre à elles seules l'équation. Elles ne peuvent se substituer à l'adoption d'une ligne politique que les élections ensuite sanctionneront. Non l'inverse. L'anti-trumpisme ne suffit pas. L'avenir de l'Amérique est moins tranché que jamais. Mourir, je le veux bien s'il le faut, dit le lion vieilli, « souffrir de tes atteintes », (celles de l'âne), jamais, ce serait « mourir deux fois ». Donald Trump et ses fans, qu'on décrit vivants dans la peur, réagiront à ce qu'ils analysent comme une volonté d'humiliation. Aux démocrates de ne pas faire l'âne.

Yves LA MARCK

Comment nous avons gagné

Toute guerre provoque des souffrances et celles endurées d'août 1914 à novembre 1918 furent effroyables. Le récit victimaire qui privilégie cette réalité rejette dans l'ombre une évidence tenue pour telle pendant et après la Grande Guerre : les soldats français furent des combattants décidés à défendre la patrie au sein d'une armée qui sut s'organiser pour résister et pour vaincre. Dans un livre de tacticien et de stratège (1), le colonel Goya explique comment, appuyée par ses alliés, la France a gagné.

La France a gagné la Grande Guerre parce que ses soldats se sont battus et bien battus. La propagande pacifiste a voulu effacer le courage et le patriotisme en présentant des pauvres héros terrés dans leurs tranchées puis lancés à l'assaut sous la mitraille par des généraux assoiffés de gloire. Cette imagerie est fautive. Il y a bien eu des mutineries en 1917, après l'échec du général Nivelle en Champagne, mais ce furent des mouvements de grève qui ne mettaient pas en cause la nécessité du combat – rien à avoir avec les désertions dans l'armée allemande qui, dans les derniers mois de la guerre, privèrent le commandement de centaines de milliers de soldats. En France, à partir de juin 1917, les volontaires affluent pour monter les coups de main demandés par le général Pétain. Plus généralement, on observe que le nombre toujours très faible de réfractaires n'a cessé de diminuer tout au long de la guerre.

L'image classique du Poilu de première ligne doit être replacée dans un contexte tactique, technique et stratégique fortement évolutif. Plusieurs doctrines sont successivement appliquées : celle de « l'attaque brusquée » après préparation d'artillerie, mise en œuvre jusqu'en septembre 1917, est un échec.

En 1916, Foch fait prévaloir la « conduite scientifique de la bataille » qui implique une préparation

longue et méthodique de la « percée décisive » mais la bataille de la Somme, du 1er juillet au 15 septembre 1916 se transforme comme à Verdun en bataille d'usure. Nommé en décembre 1916 à la tête des armées du front nord-ouest, le général Nivelle, qui a obtenu des succès tactiques à Verdun, est partisan de l'attaque brusquée appuyée, à la différence de 1914, par l'artillerie à tir rapide, les avions et les chars. Lancée le 16 avril 1917, l'offensive Nivelle échoue, le moral s'effondre et le général Pétain, nouveau général en chef, impose une nouvelle doctrine : on ne vise plus la « percée décisive » mais on cherche à détruire au maximum les réserves ennemies en économisant le sang des soldats et on multiplie sur tout le front les petites attaques latérales. Le succès de ces « attaques de précision » entraîne une remontée spectaculaire du moral.

Espaces fluides et solides

Tout au long de la guerre, l'armée française s'est considérablement modernisée. Toutes sortes de techniques sont expérimentées dans une recherche permanente des innovations qui permettent de combler les faiblesses de 1914 et qui transforment les lieux et l'allure de la bataille. Celle-ci se déroule sur terre (dans les « espaces solides »)

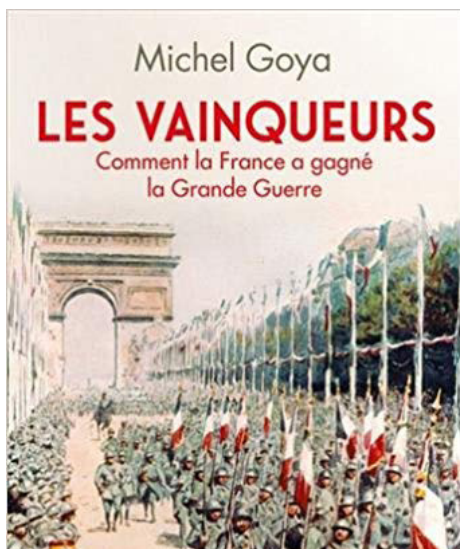
et dans les « espaces fluides », sur l'eau mais aussi, ce qui est nouveau, sous l'eau et dans les airs.

Sur mer, pas de grande bataille – sauf le Jutland en 1916 – mais les marines alliées jouent un rôle essentiel dans le transport des troupes et des marchandises en provenance des États-Unis, alors que l'Allemagne est soumise à un blocus qui provoque de fortes pénuries alimentaires et la mort de centaines de milliers de personnes. La guerre sous-marine est intense dans l'Atlantique mais, en 1918, la guerre est gagnée contre les *U-boats*.

Dans les airs, les aviations françaises et britanniques se développent rapidement pour les missions de chasse, de reconnaissance, de guidage de l'artillerie et de bombardement, avec une dimension aéronavale – si bien que les Alliés ont en 1918 la maîtrise de l'air. L'essor des télécommunications est prodigieux : l'armée française dispose en 1918 de 200 000 téléphones contre 2 000 en 1914 et le front est relié par 2 millions de km de câbles.

Sur terre, une remarquable organisation industrielle permet de produire massivement les canons, les obus, les bateaux, les chars, les avions – 2 000 appareils par mois en 1918 – qui permettent d'équiper l'armée française mais aussi les armées étasunienne, serbe et grecque. Un million de travailleurs français et étrangers sont employés dans l'industrie de guerre. Après bien des déconvenues, les chars français et britanniques sont de plus en plus nombreux et jouent un rôle important dans les batailles de 1918.

Malgré les puissantes capacités déployées par les Alliés, la situation au printemps 1918 est très inquiétante. Certes, les États-Unis sont



entrés en guerre en avril 1917 mais la défection russe – 3 mars 1918 – libère des troupes allemandes pour le front Ouest. Le 20 mars, on y dénombre 197 divisions d'infanterie allemandes qui font face à 174 divisions alliées. Le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff ont de bonnes raisons de penser que l'Allemagne peut gagner la guerre par une succession d'offensives portant prioritairement sur le corps expéditionnaire britannique, pour le contraindre à rembarquer.

En supériorité numérique, les Allemands négligent l'efficacité technique des Alliés, les fronts secondaires, surtout le front balkanique, et les conditions politiques. Or le gouvernement français est solide depuis que Clémenceau est devenu président du Conseil le 20 novembre 1917 et qu'il impose ses vues stratégiques aux Britanniques. Le Tigre décide de faire confiance au général Foch qui, le 26 mars 1918, après bien des manœuvres hostiles des généraux Pétain et Haig, est chargé par les gouvernements français et britannique d'une mission de coordination des armées alliées avant d'être nommé le 14 avril général en chef des armées alliées en France. Pétain est prudent et rationnel, Foch veut au plus vite, après la phase défensive, des contre-attaques et des attaques en vue de la « grande offensive combinée à visées décisives ». Le colonel Goya explique que « dans les faits, les deux ont à la fois tort et raison. Les contre-atta-

ques de Foch seront longtemps irréalisables, faute de ressources suffisantes, mais dès que celles-ci seront disponibles, on pourra effectivement prendre l'initiative et mener des opérations sans interruption, ce que Pétain estime impossible ».

Il reste que les Allemands ont l'initiative et que ces bons tacticiens disposent de troupes d'assaut pugnaces. La dernière campagne allemande commence le 21 mars par une attaque en Picardie et dans les Flandres contre les Britanniques qui reculent avant que le coup d'arrêt ne soit donné par les Français à partir du 28 mars. Ludendorff ordonne de nouvelles opérations selon le plan prévu mais, là encore, les succès tactiques débouchent en avril sur un échec opérationnel. Du 25 mai au 4 juin, la percée sur l'Aisne conduit les Allemands à 85 km de Paris, bombardé avec la Grosse Bertha mais là encore il y a essoufflement. La dernière offensive allemande débute le 15 juillet en Champagne. Elle se fige deux jours plus tard.

Contre-attaque

C'est au cours de ces batailles défensives que la guerre est gagnée. Ludendorff avait promis la victoire et les troupes durement éprouvées n'ont plus le moral. Les Allemands sont surpris par la vigueur de la contre-attaque française qui démarre le 18 juillet dans le Soissonnais avec chars et avions, obligeant les Allemands à se replier derrière l'Aisne et la Vesle le 1er août. Puis les Alliés attaquent en Picardie le 8 août et, de succès en succès, la campagne qui se termine le 15 septembre a permis de repousser les Allemands sur la solide ligne Hindenburg tandis que l'empire austro-hongrois se décompose et mendie la paix. Le général Pétain envisage la grande offensive finale pour 1919 mais Foch presse le mouvement. La bataille décisive commence le 27 septembre des Flandres à la Champagne. Ludendorff, dès le 29, adresse aux seuls

États-Unis une demande d'armistice sans effets. La dernière poussée a lieu en octobre vers Bruxelles, Maubeuge, Sedan. Dans les Balkans, négligés depuis l'échec des Dardanelles, le général Franchet d'Espèrey qui a pris le commandement des Armées alliées en Orient le 2 juillet, mène une brillante campagne en Macédoine. La Bulgarie signe un armistice le 29 juillet. Uskub-Skopje est prise le 29 septembre et l'armée allemande capitule. Sur le front italien, les Autrichiens cessent le combat le 3 novembre. D'autres offensives sont prévues, en Bavière, en Lorraine, mais Foch souhaite, pour des motifs qui restent discutés, qu'un armistice soit imposé à une Allemagne en voie de décomposition politique et militaire.

Lors du défilé de la Victoire, le 14 juillet 1919, l'Armée française qui descend les Champs-Élysées avec les contingents alliés comptait 3 millions d'hommes au moment de l'Armistice. C'est la plus grande armée du monde, la plus moderne par ses équipements. Elle va encore être engagée sur plusieurs fronts dans l'immédiate après-guerre – en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Russie pendant la guerre civile...

Dans son dernier chapitre, le colonel Goya explique pourquoi cette armée magnifique subit vingt ans plus tard une cinglante défaite. Mai 1940 est le résultat des faiblesses de la diplomatie française mais aussi de la routine intellectuelle d'une armée qui est étranglée par les réductions de crédits jusqu'en 1936. Pourtant, nos soldats n'ont pas perdu la volonté de combattre pour le salut de la patrie. Ils le prouveront dès que le général de Gaulle organisera la France libre et les conduira à la victoire.

Bertrand RENOUVIN

(1) Michel Goya, *Les vainqueurs, Comment la France a gagné la Grande Guerre*, Tallandier, 2018.

Les références complémentaires figurent sur mon blog.

Un enfer pavé de bonnes intentions

Le dernier livre de Jean-Pierre Digard, anthropologue spécialiste des relations humains-animaux est un très court essai. C'est surtout une lecture indispensable pour tous ceux qui veulent avoir une idée claire des impasses mortifères où peut nous conduire cette idéologie animaliste qui, minoritaire pour l'instant, trouve de plus en plus d'adeptes.

Pour se débarrasser de Dieu, il avait d'abord fallu que l'humanité de ces dernières siècles anthropomorphise celui-ci. La civilisation nouvelle, pour se débarrasser de l'humanité, s'emploie activement (...) à la zoologiser. (...) Lorsque cette action positive en faveur de l'égalité des chances pour le monde animal aura porté ses fruits, et que des anomalies qui jusque-là paraissaient naturelles ou fatales seront devenues inadmissibles, alors toutes les capitales du monde organiseront des défilés monstres, des espèces de *Zoo prides* ou d'*Animal Parades* (...). Et ainsi se trouvera célébrée, par une sorte de Nuit du 4 août planétaire, l'abolition de l'espécisme, où se résumait depuis des siècles le crime de distinguer encore un monde humain d'un monde animal. Cette abolition, bien évidemment, sonnera aussi le début de la chasse aux derniers *animophobes*, donc de la mise en place de nouveaux instruments de droit pénal (...). Ainsi se trouvera également comblé, et aux applaudissements unanimes, un nouveau vide juridique. » C'est ce qu'écrivait Philippe Muray à la toute fin du siècle dernier, dans un ouvrage aussi drôle que... prémonitoire (*Après l'histoire*, Les Belles Lettres, 1999-2000). Avec cet humour désopilant dont il usait pour saisir une réalité que l'écrivain contemporain ne pouvait selon lui plus dire comme le fit Balzac avec ses romans de la Comédie humaine (Alexandre de Vitry, *L'invention de Philippe Muray*, Carnets Nord, 2011), Philippe Muray décrivait ce faisant le monde dans lequel

les animalistes, antispécistes et autres véganiens nous plongeraient, si nous avions la faiblesse de laisser ces minoritaires nous imposer leurs vues, leurs obsessions, leurs lubies. Bien sûr, il y a vingt ans de cela, celui qui n'était pas familiarisé avec le style de Muray aurait volontiers considéré, en le lisant, que cet auteur avait « craqué », en rajoutait, faisait une montagne d'une poignée de souris, faméliques de surcroît. Mais à présent que l'association L 214 a contraint le Parlement à modifier le Code civil pour lui faire dire une énormité juridique (article 515-14, créé par la loi n°2015-177 du 16 février 2015) et s'emploie à harceler le législateur pour que « l'Animal » soit « enfin » considéré comme une personne juridique, en attendant de ressusciter des procès aussi délirants qu'il y en eut au Moyen-Âge (affaire des « Rats d'Autun »)? Mais maintenant qu'un Parti animaliste s'est constitué pour concourir aux élections législatives de 2017 et que le REV parti (non, non, vous avez bien lu...) a vu le jour au printemps dernier, avec la bénédiction de l'ineffable Aymeric Caron et sous les hourras de L 214 et de la Fondation Brigitte Bardot... ? Diriez-vous encore que Philippe Muray voyait le mal partout ? Pas sûr... Et si d'aventure l'envie vous prenait de lire *L'animalisme est un anti-humanisme*, l'excellent ouvrage publié en mai dernier par l'anthropologue Jean-Philippe Digard, vous ne le diriez probablement plus du tout. En effet, une fois ce court et percutant essai refermé, ce qui ne semblait au mieux qu'une énième caricature fé-

roce de Philippe Muray apparaît plutôt comme une prophétie. Sauf que là, c'est du très sérieux. Comme il l'a écrit lui-même, Jean-Pierre Digard est un « anthropologue spécialiste des relations humains-animaux », c'est-à-dire un scientifique légitime pour aborder les questions que celles-ci soulèvent, contrairement aux militants « animalitaires », aux journalistes séduits par la cause des petits chats trognons et aux plumes de ces « personnalités pas nécessairement compétentes mais médiatisées », appelées en renfort pour « donner les apparences de crédibilité » à l'idéologie animalisto-antispécisto-véganienne. Un scientifique d'autant plus légitime qu'il est manifestement un savant à la bibliographie bien fournie et non pas un de ces chercheurs qui, une fois leur thèse soutenue et éditée, quelques articles publiés dans des revues de prestige et parvenus à infiltrer quelques cénacles courus où l'on fait et défait les carrières des uns et des autres, n'écrivent plus, ne pensent plus, radotent pendant trente ans ce qu'ils ont peut-être dit d'à peu près intelligent à un moment de leur vie. Ceci posé, si l'essai est indéniablement sérieux, il n'est pas pour autant ésotérique. Et c'est véritablement là le tour de force de Jean-Pierre Digard. Loin d'utiliser un jargon incompréhensible du profane, celui-ci, armé d'un salubre glossaire, met la complexité du sujet abordé à portée de ses lecteurs, qui plus est avec un humour très british. Un humour d'autant plus ravageur et décapant qu'il vise manifestement très juste et... ne rate pas sa cible : cette clique de fanatiques qui, pour peu qu'on les laisse nous parler de leur prétendu paradis, feront de notre vie (comme de celles de animaux qu'ils prétendent défendre), un véritable... enfer.

Samuel BON

Jean-Pierre Digard, *L'animalisme est un anti-humanisme*, CNRS éditions, 2018, 217 p, 14 euros.

Le porc émissaire

Le titre du nouvel essai d'Eugénie Bastié a évidemment une saveur girardienne, même si l'auteur n'insiste pas particulièrement sur l'origine de son expression. On est forcément sensible à son caractère polémique. En l'espèce, il s'agit de tirer les leçons du scandale Weinstein et de ses retombées. Nous n'en sommes pas encore sortis. Les médias se sont complètement mobilisés en faveur d'un combat féministe dont le bien-fondé paraissait indiscutable. Pourtant, il y eut en France, à l'encontre des États-Unis, une polémique mettant en valeur un désaccord à propos de la dignité et de la liberté des femmes. Un contre-manifeste auquel la signature de Catherine Deneuve conférait tout son éclat s'opposait à la tendance féministe majoritaire tout entière acquise au combat contre la suprématie masculine. C'était une tendance libertaire qui s'opposait au puritanisme anglo-saxon. Celui qui s'était dressé contre l'exploitation sexuelle dont Weinstein était devenu le symbole.

Pressentie pour signer ce contre-manifeste, Eugénie Bastié s'était récusée : « J'étais mal à l'aise avec le ton et l'orientation idéologique de ce manifeste clairement libertaire. Les générations qu'il rassemble, la plus jeune des signataires devait avoir 35 ans, ne sont pas la mienne et je ne me reconnais pas dans cette défense inconditionnée de la liberté sexuelle. Je suis d'un autre temps, celui précisément d'un droit d'inventaire des faux affranchissements et des vraies servitudes. » Entre le libertinage de consommation et le rigorisme voué à la déconstruction d'un rapport de domination, elle ne pouvait choisir. Ce qui lui donnait toute liberté pour réfléchir en profondeur à la question des relations entre les sexes. Si je me permets une interprétation de sa démarche, je dirais qu'elle vise le symbolique, en découvrant le mauvais imaginaire qui détermine les pires dérapages féministes. Car parler de porc émissaire, c'est se rapporter aussi à la mimesis girardienne qui détecte les conflits entre sexes d'une manière qui évacue la véritable symbolique féminine, sans qu'il y ait de solution par le haut.

Cela se traduit très concrètement avec « la multitude des revendications victimaires et identitaires, chacun essayant de sanctuariser son ressenti dans un monde éclaté où règne la loi du plus fort. Surgit alors ce que Jean-Claude Michéa appelle "la guerre de tous contre tous par avocats interposés". Dans un monde où on a impitoyablement désentravé le désir, il ne reste plus que les tribunaux pour régler les conflits, y compris sexuels. » Le même Michéa parlait du spectacle étrange « de Mai 68 portant plainte contre Mai 68, du parti des conséquences mobilisant ses ligues de vertu pour exiger l'interdiction de ses propres prémisses ». La liberté que s'octroie Eugénie Bastié lui permet de sor-

tir de cette logique infernale. C'est pour adopter il est vrai, une voie hors de toutes celles qui sont aujourd'hui tracées. N'a-t-elle pas le front de se réclamer de l'honneur et de la pudeur, ce qui a eu le don d'exaspérer la journaliste du *Monde* chargée d'exécuter cet auteur insupportable : « Ce sont des vertus délicates qui rendent manifestes en chacun des deux sexes l'articulation entre la dignité du corps et la noblesse de l'âme. » Nous sommes bien dans l'ordre de la civilisation où il s'agit de réussir la retenue mutuelle des pulsions. Pour illustrer ce qu'elle entend par pudeur, l'essayiste renvoie à une statue de femme d'Antonio Corradini, qui se trouve au cœur de Naples : « Une femme dont le visage aux yeux clos, entre vergogne et extase, est recouvert d'un voile si léger qu'on perçoit chacun de ses traits et qu'on peine à croire qu'il soit taillé dans la pierre (...). Toute la culture occidentale est là, dans cette tension entre désir suggéré et restreint, formes cachées et montrées. » L'honneur est le versant viril de la pudeur. C'est un thème bernanosien, complètement étranger à la culture présente.

Nous sommes vraiment très loin des diatribes féministes. Eugénie Bastié, par son amour de la littérature et de la pensée classique, échappe-t-elle pour autant aux questions pratiques posées par le devenir d'une société très différente de celle d'hier et où les femmes ont acquis une place de plus en plus importante dans la direction des affaires, et singulièrement de domaines aussi prédominants que l'enseignement et la justice ? Les féministes dures prétendent que ce n'est pas suffisant, que les aliénations subies sont encore insupportables et que le combat du « Balance ton porc » en est bien la preuve. Ce n'est pas l'avis de l'auteur qui pense que l'univers patriarcal s'est définitivement effondré et qu'il n'a aucune chance de renaître. Pour autant, il y a toujours des hommes et des femmes qui doivent coexister, dans une dissymétrie nécessaire et qui fait le charme de la vie. De ce point de vue, la même histoire humaine est à poursuivre, qui tiendra forcément compte de la richesse anthropologique du passé : « Quel ethnocentrisme du présent faut-il à l'homme moderne pour balayer d'un revers de main comme des vestiges obscurantistes les médiations tamisées depuis les origines ? » Mais cela relève de ce que Pascal appelait l'esprit de finesse, alors que le féminisme radical est gouverné par l'esprit de géométrie : « Il suffit, pour s'en convaincre, de penser à la tyrannie quotidienne qu'imposent les innombrables précautions langagières dictées par l'esprit du temps, de l'immonde écriture inclusive aux sempiternels "celles et ceux" qui encombre la diction et la rédaction. » L'altérité des sexes relève entièrement de l'esprit de finesse.

Gérard LECLERC

Eugénie Bastié, *Le porc émissaire. Terreur ou contre-révolution*, Éditions du Cerf, 2018.

Une guerre sans fin

Si nous avons commémoré le 11 Novembre la fin des hostilités sur le front occidental, une exposition au musée des Invalides nous rappelle fort opportunément à partir de cartes, de photographies, de témoignages et autres artefacts que cette date ne marque pas la fin des affrontements armés sur les autres fronts, que la France y est impliquée, que ce soit en Europe de l'Est ou au Proche-Orient et qu'il faut attendre 1923 pour que les canons cessent de tonner.

Si la guerre est mondiale, elle est d'abord européenne, conclue en apparence par les cinq traités de la région parisienne signés en 1919 et 1920, à Versailles avec l'Allemagne, à Trianon avec la Hongrie, à Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche, à Neuilly avec la Bulgarie, à Sèvres avec l'Empire ottoman. Mais ces traités ne règlent les choses qu'en apparence. Inspirés en partie par le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils posent de graves problèmes de délimitation de frontières, malgré ou peut-être à cause de l'ambition des négociateurs et de leurs collaborateurs de créer des États viables et donc pérennes. Il faut saluer à cet égard tout le travail effectué par les géographes réunis autour d'Emmanuel de Martonne. Et lorsque le découpage des frontières pose problème, on met en place des commissions chargées d'organiser des plébiscites, des troupes des pays vainqueurs assurant la police intérieure dans ces terres devenues provisoirement des *res nullius*. C'est le cas notamment en Haute-Silésie. Parfois également, profitant de l'effondrement d'un Empire, un État entend agrandir ses frontières à ses dépens. En 1920, la Pologne se lance à la conquête de l'Ukraine nouvellement indépendante, avant de voir son existence menacée par une réaction de la toute jeune Armée Rouge de Toukhatchevski. Il faut à la France envoyer une mission militaire pour sauver la Pologne militairement. Parfois, les aspirations nationales sont brisées par un des vainqueurs du conflit.

Ainsi, la France réduit militairement à néant le rêve de grand royaume arabe du prince hachémite Fayçal en 1920, parce que contraire à ses ambitions coloniales au Proche-Orient.

Il faut aussi aux vainqueurs faire face aux troubles révolutionnaires qui bouleversent les empires vaincus. Si l'Allemagne connaît un début de guerre civile avec la révolution spartakiste et quelques autres insurrections ouvrières, le gouvernement socialiste sauve la situation avec l'apport des Corps francs. Mais en Hongrie en 1919, il faut une intervention conjointe des forces françaises, serbes et roumaines pour mettre à bas la République des conseils de Bela Kun. En fait, une grande partie de l'Europe est en proie à une agitation révolutionnaire, jusqu'en Italie où le fascisme l'emporte sur les décombres de la contestation sociale et d'ambitions nationales non satisfaites. Le comble est atteint dans l'ancien empire russe qui est confronté aux ambitions allemandes, puis à la guerre civile, à la décomposition de l'Empire et à l'émergence de nouveaux États plus ou moins nationaux, aux déchirements entre factions révolutionnaires et aux interventions militaires des vainqueurs soucieux d'abattre le nouveau pouvoir bolchévique puis de construire autour de lui un véritable cordon sanitaire. Même sur la façade pacifique, Américains et Japonais affirment leurs ambitions en Asie en

prenant jusqu'en 1922 le contrôle de Vladivostok, point de passage vers la Mandchourie et son charbon.

Mais ces cinq années qui vont de 1918 à 1923 voient aussi se continuer les massacres commis pendant la guerre. Ainsi l'épuration ethnique des Arméniens commencée en 1915 avec l'aide de l'État-Jeune Turc se perpétue sous une forme différente en 1923 avec le renvoi vers la Grèce et au-delà des populations chrétiennes de Turquie et le refus d'autoriser les Arméniens exilés de retourner sur leurs terres. L'État grec n'est pas en reste lui qui chasse la majeure partie des musul-

mans de Grèce, qualifiés bien rapidement de Turcs, vers la République kémaliste. Smyrne est le symbole de cette épuration ethnique finalement partagée. L'opinion publique internationale découvre alors ces réfugiés qui bénéficient bientôt d'un statut juridique et d'un passeport

particulier, réfugiés en provenance du Levant ou même de l'ancienne Russie tsariste, pour qui Constantinople est une étape sur la route de l'exil. L'exposition se termine par des entretiens avec des historiens sur la portée actuelle des événements qui marquent l'Europe centrale et orientale et le Proche-Orient de 1918 à 1923. Ils constituent sans doute une utile clé de lecture si l'on admet cependant que l'histoire par la force des choses ne se reproduit jamais à l'identique.

Marc SEVRIEN

À l'est, la guerre sans fin (1918-1923), Musée de l'Armée des Invalides, Paris ; jusqu'au 20 janvier 2019.



Afrique du Sud le 3 novembre :

Le roi Goodwill Zwelithini a affirmé que quiconque souhaitant le vote zoulou aux élections générales de 2019 devait se mettre à genoux devant lui. « La maison royale zoulou est un symbole sacré pour notre nation. Cela doit rester sacré. Notre roi doit comprendre la profondeur de son rôle. C'est pour cette raison que la politique ne devrait pas être son terrain de prédilection », a rappelé Xolani Dube, chercheur principal à l'Institut Xubera pour la Recherche et le Développement.

Royaume-Uni, le 8 novembre :

Lors d'un entretien accordé à la BBC, le prince Charles a promis de « rester neutre une fois sur le trône ». Critiqué pour ses nombreuses ingérences dans les affaires politiques du gouvernement, notamment sur les questions écologiques, le fils de la reine Elizabeth II a déclaré que ce n'était pas « la même chose d'être prince de Galles que d'être souverain ».

Italie, le 16 novembre : Le prince Emmanuel-Philibert de Savoie a annoncé au cours d'une interview qu'il pourrait revenir en politique. « Je trouve intéressant de voir comment Matteo Salvini a géré son propre parcours permettant à la Ligue de devenir le premier parti d'Italie. Je suis pro-européen, mais j'aimerais aussi voir une Italie forte, qui compte, dans une Europe forte », a déclaré le prince héritier.

Frédéric de NATAL



Message du Prince Jean

En ce jour de commémoration de l'armistice de 1918, comme beaucoup de Français, je pense aux noms gravés sur nos monuments, au cœur de nos villages, et je me souviens de nos soldats tombés pour la France.

Dans l'Europe pacifiée d'aujourd'hui, leur mort peut paraître distante et vaine. Pourtant, emportés dans l'escalade de violence qui se mettait en place, souvent bien loin de leurs vies quotidiennes, et des limites de leur existence individuelle, c'est une frontière commune qu'ils ont défendue. La frontière d'une histoire, d'une manière de vivre, d'une langue qui rendent la France si chère à notre cœur.

Tout doit être évité pour que l'humanité ne donne plus le spectacle d'un tel carnage. Mais que ce vœu ne nous empêche pas de méditer le courage de ces soldats qui ont fait tous les sacrifices, non seulement par obéissance, mais aussi par conscience d'un bien supérieur à leur propre existence.

Communiquer avec nous

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr
Tél. : 06.43.11.36.90

Suivre la NAR

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi de l'année universitaire, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20h très précises (accueil à partir de 19h30).

Entrée libre, une participation aux frais de 2 euros est demandée. La conférence s'achève à 22h. Une carte annuelle d'abonné des mercredis (12 euros) permet d'assister gratuitement à tous les mercredis.

Après la conférence, à 22h, un repas amical est servi à ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 7 euros)

Le 21 novembre, nous recevons David Cayla, pour son livre *L'économie du réel*.

Le 28 novembre, Laurent Henninger viendra nous parler de **la victoire de 1918**.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Rédacteur en chef

Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Macron dans la tenaille

Quoi qu'elle dise, quoi qu'elle fasse, la « gouvernance » oligarchique est prise dans la tenaille. La mobilisation des Gilets jaunes, le 17 novembre, marque la fin d'une période du confort politique pour Emmanuel Macron et sa garde rapprochée.

Face à une impopularité croissante, la macronie tenait bon sur tous les fronts. Les Républicains, la France insoumise, les résidus du Parti socialiste et le Rassemblement lepéniste formaient une marque-terie d'opposants impuissants et irréconciliables.

Disloqué, battu à chaque campagne depuis la loi El Khomri jusqu'à la grève des cheminots, le front syndical miné par les trahisons répétées de la CFDT avait perdu toute capacité de réagir et les scandales qui ont successivement frappé la direction de la CGT puis celle de Force ouvrière ajoutaient des crises internes aux échecs tactiques et stratégiques.

Malgré l'hostilité de la majorité des Français, les « réformes » ultralibérales pouvaient aller bon train avec la complicité active du patronat, des groupes financiers, de leurs médias et des minorités qui tirent profit du marché mondialisé.

Au vu de ce contexte politique et social, la caste dirigeante a eu l'impression qu'elle était inexpugnable. « Qu'ils viennent me chercher ! » s'est écrié Emmanuel Macron en pleine affaire Benalla. Les mauvais sondages, les protestations pendant « l'itinérance mémorielle », les « grognes » sectorielles – tout cela pouvait être maîtrisé par une bonne communication, des explications pédagogiques et quelques poignées de menue monnaie pour compenser les ponctions fiscales. Prenant peur à l'annonce d'une mobilisation massive de Gilets jaunes, la « gouvernance » a joué toutes ces cartes : mise en scène de l'humilité présidentielle sur le « Charles-de-Gaulle » avec un Rafale en arrière-plan, explications techniques sur le marché mondial des carburants, augmentation du chèque-essence, prime à la casse très utile quand on n'a pas les moyens de s'acheter une voiture neuve...

Misérable, usée jusqu'à la corde, cette « communication de crise » a échoué. Le 17 novembre, il y eut 2 000 blocages et des centaines encore le dimanche, opérés

par des centaines de milliers de manifestants. Combien, au juste ? Peu importe. Ce qui compte pour l'avenir, c'est la nature de l'événement et sa dynamique. En quinze jours, des gens « qui ne sont rien », selon les mots terribles d'Emmanuel Macron, ont lancé et réussi une mobilisation de masse sur l'ensemble du territoire national et tout particulièrement dans cette France périphérique qui a été délibérément sacrifiée à la logique du marché mondialisé. Le prix de l'essence a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, comme cela a été dit et redit sur les lieux de blocage. C'est le peuple de ceux qui travaillent dur et gagnent peu dans l'incertitude des lendemains qui a crié sa colère et qui est entré en lutte contre l'oligarchie – le mot a été entendu sur maints barrages. C'est le peuple de ceux qui ont été humiliés par ces menteurs professionnels que furent Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, et plus directement encore par François Hollande se moquant des « sans-dents » et par Emmanuel Macron égrenant ses insultes lors de ses déplacements en France et depuis l'étranger.



Depuis le 17 novembre, le président des riches est pris au piège. Mandataire de puissants groupes d'intérêts, il est obligé de poursuivre les « réformes » ultralibérales qui s'abattent les unes après les autres sur les classes moyennes et populaires. Cela pouvait marcher tant que la « gouvernance » se trouvait face à un peuple d'individus ou à de petits groupes éparpillés et sans influence sur la vie dans les grandes métropoles. C'est fini.

Ce peuple s'est révolté et spontanément rassemblé hors des partis politiques, mêmes populistes de droite ou de gauche. Il n'offre aucune prise à la séduction et à la récupération et ce ne sont pas les « experts » de médias discrédités depuis belle lurette qui vont l'impressionner. La « gouvernance » ne peut faire de concessions, fiscales par exemple, car ce serait encourager des revendications intolérables pour l'oligarchie. Mais si elle persévère dans son ultralibéralisme, elle alimente l'incendie social.

Les dirigeants du pays ont choisi la guerre sociale, persuadés qu'ils allaient la gagner. Ils sont en échec. C'est une première victoire.

Bertrand RENOUVIN